



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORREZE

Direction départementale
des territoires

**Arrêté préfectoral n° 19-2013-00313
abrogeant l'arrêté préfectoral de régularisation n° 191023400-06-054
d'un plan d'eau**

Commune de LAMAZIERE-BASSE

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, partie législative ;

VU les articles R 214-1 à R 214-5, R 214-32 à R 214-56 du Code de l'Environnement, partie réglementaire ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2013 portant délégation de signature à M. Gérard Pérot, directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 2014 portant subdélégation de signature à M. Stéphane Lac, chef du service environnement, police de l'eau et risques,

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 2006 autorisant la régularisation du plan d'eau au profit de Mme Breuil Renée sur sa propriété au lieu-dit «Massabre», commune de Lamazière Basse, enregistré sous le numéro 191023400 ;

Considérant que Mme Breuil Renée a exprimé le souhait d'effacer de son plan d'eau par courrier en date du 23 septembre 2013;

Considérant que la remise en état des lieux est bénéfique à la qualité du milieu aquatique.

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Corrèze ;

Arrête :

Article préliminaire :

L'arrêté préfectoral en date du 10 novembre 2006 autorisant Mme Breuil Renée à exploiter un plan d'eau, sur des terrains lui appartenant, sis au lieu-dit, «Massabre», commune de Lamazière Basse, est abrogé.

Article 1 :

Il appartient au propriétaire, Mme Breuil Renée, appelé ci-dessous le demandeur, demeurant 6 rue du Crespel - 19300 Egletons, de prendre toutes dispositions pour effacer le barrage du

plan d'eau situé au lieu-dit «Massabre», commune de Lamazière Basse, section AL, parcelle n° 012, enregistré sous le numéro 191023400.

Article 2 : Prescriptions techniques :

Lors de la réalisation des travaux d'effacement de l'ouvrage du barrage, toutes précautions doivent être prises afin de ne pas porter atteinte au milieu aquatique, en particulier :

- veiller à ce que les engins de chantier n'effectuent pas de passages répétitifs dans les zones sourceuses et les zones d'écoulement ;
- éviter tout largage de sédiments dans le ruisseau aval (**dispositifs de rétention des fines à mettre en œuvre**) et tout rejet d'hydrocarbures et autres produits utilisés par les engins de chantiers ;
- revégétaliser l'emplacement du barrage de manière à éviter leur érosion ;
- **rétablir les écoulements existants dans leurs largeurs et profondeurs naturelles**. L'entretien du site doit être réalisé afin de maintenir l'écoulement naturel des eaux, d'assurer la bonne tenue des berges (enherbement) et préserver la faune et la flore dans le respect du bon fonctionnement des écosystèmes aquatiques, en limitant l'émission de matières en suspension ;
- **en aucun cas sur-creuser, rectifier ou recalibrer les écoulements.**

Le demandeur doit également informer à l'avance (au moins 10 jours) monsieur le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA au 05.55.20.85.78) et le directeur départemental des territoires, du début des travaux.

Le cas échéant, tout nouveau projet de reconstruction du barrage doit faire l'objet d'une demande préalable de création de plan d'eau avec dossier complet déposé auprès de la direction départementale des territoires de la Corrèze, Service Police de l'Eau (SEPER).

Article 3 : Délai des travaux :

Les travaux d'effacement du plan d'eau doivent être réalisés dans **un délai maximum de un an à compter de la date de la notification du présent arrêté.**

Le demandeur doit aviser la direction départementale des territoires de la Corrèze, Service Police de l'Eau (SEPER) de l'achèvement des travaux prescrits par le présent arrêté. La conformité des travaux à ces prescriptions peut faire l'objet d'un contrôle à l'initiative du SEPER.

Article 4 : Voie et délais de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la réception de cet arrêté par le pétitionnaire, ce dernier peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.


Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, en application de l'article R514-3-1 du code de l'environnement :


- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois, à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 5 : Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze,
Le maire de la commune de Lamazière Basse,
Le directeur départemental des territoires de la Corrèze,
Le chef du service départemental de l'ONEMA,
Le commandant du groupement de gendarmerie de la Corrèze,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tulle, le 05 novembre 2014

Pour le préfet et par délégation, 
Pour le directeur départemental des Territoires et par subdélégation,
Le chef du service environnement, police de l'eau et risques,


Stéphane LAC

